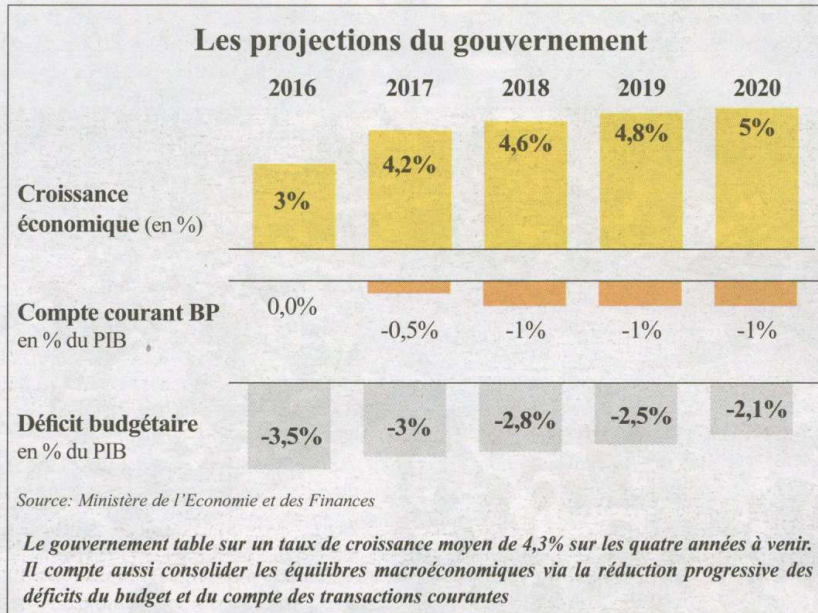


Croissance

Des signes encourageants... et des incertitudes

- Le secteur agricole détermine toujours la relance économique
- Des risques liés à la conjoncture internationale et aux coûts de l'énergie et matières premières

LA croissance reprend mais des incertitudes pèsent toujours quant à sa consolidation. C'est en substance le constat dressé par la dernière livraison du Centre marocain de conjoncture (CMC). Pour cette année, les pronostics convergent pour retenir une reprise du cycle de l'activité avec un taux de croissance se situant autour de 4%. Cette perspective, que confirment les comptes trimestriels, s'inscrit dans le prolongement des tendances observées à la fin de l'exercice



L'économie nationale demeure encore soumise à de multiples facteurs de risque liés à l'instabilité de l'environnement international et aux fluctuations pouvant affecter les marchés d'exportation ou les prix de l'énergie et des matières premières. Ce sont là autant d'éléments d'incertitudes qui peuvent resurgir suite à des chocs exogènes et remettre en cause les acquis enregistrés au plan de la stabilisation du cadre macroéconomique.

Le retour à un cycle de croissance stable et auto-entretenu au plan international est encore loin d'être acquis. Tout particulièrement dans les pays d'Europe qui constituent le principal marché pour le Maroc. Le pays n'est donc pas à l'abri d'un choc de reflux de la demande. Les statistiques

écoulé. «L'année 2016 devait, en effet, s'achever sur une amélioration des fondamentaux avec la réduction des déséquilibres financiers, le regain de dynamisme des principaux ressorts de l'activité, le maintien de l'effort d'investissement et même la stabilisation de la situation de l'emploi», relève le CMC. Et les prévisions pour l'actuel exercice, anticipant le retour progressif des activités primaires à leur niveau de performance tendanciel. Ce qui augure d'une reprise plus ou moins forte du cycle de production à la faveur d'une demande intérieure plus soutenue s'adressant aux principaux secteurs d'activité. Au premier trimestre, la croissance du PIB s'est établie à 4,3%, en hausse de 2,6 points par rapport à la même période de 2016. L'évolution observée au second trimestre donne également des signes de consolidation avec le redressement des activités primaires et le regain de dynamisme des principales activités industrielles, commerciales et de services. Cette orientation positive est relayée, du côté de la demande, par le comportement de consommation qui a connu une progression assez soutenue depuis le début de l'année. Avec également une détente de l'inflation. Il en est de même de l'investissement qui, malgré une légère décélération liée au retard pris dans la promulgation de la loi de finances, semble maintenir son rythme tendanciel de progression.

«Mais cette évolution apparemment positive de la conjoncture ne doit pas dissimuler les fragilités structurelles de l'économie ainsi que les menaces qu'elles font peser sur la dynamique de croissance», prévient le Centre.

des échanges extérieurs relatifs sur les premiers mois donnent déjà des signes précurseurs des risques à venir. En témoigne le niveau du déficit commercial qui ne cesse de se creuser, avec à la clé un recul alarmant du taux de couverture.

Parallèlement, les principaux flux financiers entrants que ce soit au titre des voyages, des investissements étrangers ou même des transferts de la migration qui contribuent largement à l'atténuation du déficit commercial enregistrent un repli significatif. L'instabilité qui marque actuellement le marché pétrolier ajoute par ailleurs aux contraintes structurelles pesant sur les finances extérieures et, en cas de redémarrage du cycle haussier des prix, fait courir un risque majeur, à la fois sur le solde commercial et sur les tensions inflationnistes.

Dans ce contexte peu favorable, le redressement du rythme de croissance demeure lié quasi exclusivement aux performances du secteur agricole. La mise en œuvre des nouvelles dispositions budgétaires sur les six mois à venir, notamment en matière d'investissement, n'aura qu'une faible incidence sur l'économie vu les délais nécessaires pour les rendre effectives sur le terrain.

Le budget 2017 apparaît ainsi comme une programmation conçue pour solder une longue période de stagnation avec l'aggravation des déficits jumeaux. Il importe donc de se projeter, dès à présent, au-delà de la perspective annuelle pour entrevoir le proche avenir selon une vision pluriannuelle comme le prévoient les nouveaux textes réglementaires. □

A.G.